

DÉPARTEMENT DU MORBIHAN  
EAU DU MORBIHAN

DATE DE CONVOCATION : 25/11/2021				
Nombre de délégués en exercice	Présents	Absents	Pouvoirs	
60	26	26	8	
Dont en Distribution	32	9	21	2

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS**  
**DU COMITÉ SYNDICAL**

L'an deux mille vingt et un, le trois décembre, le Comité Syndical de Eau du Morbihan, dûment convoqué, s'est réuni à Vannes, sous la présidence de Monsieur Dominique RIGUIDEL, Président de Eau du Morbihan.

Étaient présents :

Madame Annie AUDIC. Monsieur Daniel AUDO. Madame Martine AUFFRET. Monsieur Denis BERTHOLOM. Monsieur André BOUDART. Monsieur Serge BUCHET. Monsieur Jacky CHAUVIN. Monsieur Vincent COWET. Monsieur Michel CRIAUD. Monsieur Roland GASTINE. Monsieur Didier GUILLOTIN. Monsieur Raymond HOUÉIX. Monsieur Denis L'ANGE. Monsieur Yannick LE BORGNE. Monsieur Bernard LE BRETON. Monsieur Jean-Pierre LE PONNER. Monsieur Daniel MANENC. Monsieur Joël MARIVAIN. Madame Christine MANHES. Madame Claire MASSON. Monsieur François-Denis MOUHAOU. Monsieur Maurice POUILLAUDE. Monsieur Dominique RIGUIDEL. Monsieur Benoît ROLLAND. Monsieur Jean-Charles SENTIER. Monsieur Yves THIEC

Avaient donné pouvoir :

Madame Marie-Claire BONHOMME. Monsieur Maurice BRAUD. Monsieur Jean-Paul GAUTIER. Monsieur Bruno GOASMAT. Madame Diane HINGRAY. Monsieur Ronan LE DELEZIR. Monsieur Loïc LE PEN. Monsieur David ROBO

Étaient excusés :

Monsieur Patrick BEILLON. Monsieur Dominique CHAUMORCEL. Monsieur Yannick CHESNAIS. Monsieur Jean-Luc CHIFFOLEAU. Monsieur Jean-Claude COUDE. Monsieur Paul COZIC. Monsieur Alain DE CHABANNES. Monsieur Thierry EVENO. Monsieur Tibault GROLLEMUND. Madame Françoise GUILLERM. Madame Annaïck HUCHET. Monsieur Yves HUTTER. Monsieur Freddy JAHIER. Monsieur Hugues JEHANNO. Monsieur Bruno LE BORGNE. Monsieur André LE BRUN. Monsieur Pascal LE JEAN. Monsieur René LE MOULLEC. Monsieur Denis LE RALLE. Monsieur Philippe LE VESSIER. Monsieur Anthony ONNO. Madame Martine PARE. Monsieur Jérôme REGNIER. Monsieur Stéphane SANCHEZ. Monsieur Franck VALLEIN. Monsieur Yann YHUEL

Secrétaire de séance : Monsieur François-Denis MOUHAOU

Les présents formant la majorité des membres en exercice, le Comité Syndical peut valablement délibérer.

.../...

**CS\_2021\_074 - Concession de service - Exploitation du service public de Distribution d'eau potable -  
Périmètre : De l'Oust à Brocéliande Communauté pour partie et Ploërmel Communauté pour partie (c2)**

*Vu le Code général des collectivités territoriales ;*

***Vu la loi n° 2021-1465 du 10 novembre 2021 portant diverses dispositions de vigilance sanitaire ;***

*Vu le Code de la commande publique ;*

*Vu la décision n° CS-2021-XXX prise séance tenante relative à l'avenant n°4 au contrat d'affermage du service d'eau potable sur le périmètre initial : Communauté de Communes du pays de Josselin - Ploërmel Communauté ;*

*Vu le rapport de l'exécutif annexé à la présente délibération présentant les caractéristiques des prestations que devra assurer le futur exploitant du service de distribution d'eau potable sur le territoire de : De l'Oust à Brocéliande Communauté pour partie et Ploërmel Communauté pour partie ;*

*Vu la consultation du Comité Technique par une saisine en date du 22 octobre 2021 ;*

*Vu l'avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux en date du 26 novembre 2021 ;*

*Considérant que les contrats d'exploitation portant sur les périmètres initiaux : Communauté de Communes du Pays de Josselin et SIAEP de la Basse Vallée de l'Oust, arrivent à expiration le 31 décembre 2022 ;*

*Vu le rapport du Président ;*

*Le Comité Syndical après en avoir délibéré, décide :*

*- d'approuver le principe de l'exploitation du service de Distribution d'eau potable dans le cadre d'une concession de service public sur le territoire de : De l'Oust à Brocéliande Communauté pour partie et Ploërmel Communauté pour partie ;*

*- de retenir une durée de 3 ans à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2023 ;*

*- d'approuver le contenu des caractéristiques des prestations que doit assurer le délégataire, telles qu'elles sont définies dans le rapport sur le mode de gestion, étant entendu qu'il appartiendra ultérieurement à l'exécutif d'en négocier les conditions précises conformément aux dispositions des articles L.1411-4 et L.1411-5 du Code général des collectivités territoriales ;*

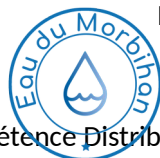
*- d'autoriser le Président à prendre toutes les mesures nécessaires à la mise en œuvre de la procédure de concession de service public.*

Fait et délibéré à Vannes, le 3 décembre 2021

(au registre suivent les signatures)

Pour extrait certifié conforme

Le Président,



Dominique RIGUIDEL

Seuls les délégués ayant transféré la compétence Distribution à Eau du Morbihan ont participé au vote.

**DÉTAIL DU VOTE**

POUR	11
CONTRE	0
ABSTENTION	0
NE PARTICIPE PAS	0



# Rapport de principe

novembre 21

## Eau du Morbihan



**Rapport sur le mode de gestion sur le territoire de : De l'Oust à Brocéliande pour partie et Ploërmel Communauté pour partie – Zone c2 - DISTRIBUTION**

# 1. CONTEXTE ET REORGANISATION TERRITORIALE

## 1.1. Préambule

Eau du Morbihan (EdM) est un syndicat regroupant 196 communes du département du Morbihan, au 1<sup>er</sup> janvier 2020. Il est composé de 2 syndicats intercommunaux d'alimentation en eau potable, 10 communautés de communes ou d'agglomération et 12 communes.

EdM est depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2012 un syndicat mixte à la carte qui exerce pour le compte de ses adhérents :

- La compétence de production et de transport d'eau potable **à titre obligatoire**
- De la distribution d'eau potable **à la carte** pour 109 des 196 communes qui composent le syndicat.

Eau du Morbihan a connu des évolutions notables au 1<sup>er</sup> janvier 2020, par les effets combinés de la Loi NOTRe, de la prise de compétence Eau par une majorité de communautés de communes et d'agglomération, et de la modification statutaire actée par arrêté préfectoral du 23 juillet 2019.

L'organisation et la gouvernance actuelle du Syndicat sont liées à son histoire et aux évolutions de l'intercommunalité ou à la création de communes nouvelles. De cet historique découlait un « morcellement » du territoire et de la gestion des services, avec une pluralité de contrats d'exploitation au 1<sup>er</sup> janvier 2012.

La situation au 1<sup>er</sup> janvier 2022 en termes de contrats d'exploitation est la suivante :

- 3 contrats intégrant la partie « Production » et « Distribution » dont 2 arrivent à échéance en 2022 et 1 en 2028,
- 8 contrats « Distribution » dont 1 arrive à échéance en 2023, 1 en 2024, 4 en 2025 et 2 en 2028
- 10 contrats uniquement de « Production »<sup>1</sup> dont 4 arrivent à échéance en 2022, 1 en 2023, 2 en 2024 et 3 en 2028

Souhaitant anticiper l'arrivée à terme de certains de ces contrats, le Syndicat a initié une réflexion sur le redécoupage de son territoire et les modes de gestion envisageables. Une présentation du redécoupage émanant de cette réflexion a été faite au cours du comité syndical du 30 juin 2017 et a fait l'objet d'une délibération CS\_2017\_043.

Dans la continuité de cette étude lancée en mai 2017, le Syndicat s'est interrogé sur les possibilités d'évolution de ce redécoupage territorial tant sur la partie production que sur la partie distribution et ce au vu de plusieurs éléments :

- Reprise de tout ou partie des compétences OU réflexion sur une reprise de tout ou partie des compétences par des EPCI ayant une influence sur le scénario cible acté en 2017
- Mise en service d'une nouvelle usine de sécurisation sur le réseau d'interconnexions
- Une forte vague de renouvellement des contrats qui arrivent à échéance au 31 décembre 2021 puis au 31 décembre 2022

<sup>1</sup> Pour ces contrats, même si le contrat d'origine porte sur la Production et la Distribution, seule la Production concerne Eau du Morbihan – Incluant le contrat sécurisation

- Des particularités des périmètres insulaires (Belle-Ile-en-Mer, Houat et Hoëdic) qui n'avaient pas été identifiées lors des scénarios de 2017 et qui sont désormais traités dans le cadre d'un scénario insulaire spécifique

Ces réflexions ont conduit à l'élaboration de nouveaux scénarii cible pour la partie production/transport et la partie distribution sans pour autant remettre en question les grands principes actés en 2017.

Les territoires de compétences étant distincts entre production et distribution, le redécoupage du territoire présenté se fait :

- Avec une **entrée fonctionnelle, en faisant le choix de distinguer les services de production et de distribution**, ce qui laisse ensuite le libre choix sur le découpage géographique sur chacun des périmètres de compétence indépendamment ;
- Et/ou avec une **entrée géographique**, en faisant le choix d'engager la réflexion sur le mode de gestion:
  - En termes de production et distribution conjointement sur les territoires pour lesquels Eau du Morbihan a les deux compétences,
  - En termes de production uniquement sinon,
  - De manière spécifique pour les périmètres insulaires.

Les motivations et explications fournies en juin 2017 et reprises au cours de l'étude 2020 sont rappelées ci-après.

## 1.2. Allotissement fonctionnel

### ► TYPOLOGIE DES MISSIONS LIEES AU SERVICE D'EAU POTABLE

Le service public d'eau potable constitue un service public à caractère industriel et commercial<sup>2</sup>, défini comme « tout service assurant tout ou partie de la production par captage ou pompage, de la protection du point de prélèvement, du traitement, du transport, du stockage et de la distribution d'eau destinée à la consommation humaine » (art. L. 2224-7 du code général des collectivités territoriales). Ce service se décline en deux types de missions : une **mission obligatoire de distribution** de l'eau potable aux usagers et des **missions facultatives de production, de transport<sup>3</sup> et de stockage** de l'eau potable, exercées en amont de la mission de distribution (art. L. 2224-7-1 du CGCT)<sup>4</sup>. Il convient de mettre en regard ces **missions** obligatoires et facultatives avec les statuts du Syndicat qui prévoient :

- Que les **compétences** production et transport soient obligatoires, c'est-à-dire transférées par tous les membres au Syndicat,
- Que la **compétence** distribution soit à la carte, c'est-à-dire transférée uniquement par les membres qui le souhaitent au Syndicat.

Etant donnée l'organisation actuelle du Syndicat et ses statuts, le redécoupage des compétences avec une entrée fonctionnelle semble plus adapté au regard de l'histoire de la structure : une production rationalisée sur tout le territoire vs. une distribution exercée à la carte pour les membres qui souhaitent conserver la maîtrise du service dans sa dimension de proximité.

<sup>2</sup> Article L. 2224-11 du CGCT

<sup>3</sup> Au sens de transport d'eau (canalisations d'adduction) et non au sens de sécurisation/interconnexion

<sup>4</sup> A noter : les termes « mission obligatoire » et « mission facultative » se distinguent des notions de « compétence obligatoire » et « compétence facultative » des communautés et métropoles.

## ► UNE GESTION OPTIMISEE DE LA RESSOURCE EN EAU

D'un point de vue technique, le découpage fonctionnel entre la production et la distribution traduit la possibilité de se détacher des limites administratives des périmètres plus ou moins historiques attachés à la distribution de l'eau potable, pour gérer la production à une échelle cohérente avec les problématiques locales de ressource en eau.

En effet, une approche de la production-adduction sur un périmètre qui ne serait pas en phase avec l'optimisation de la ressource en eau conduit à créer des territoires inégaux en termes de stress hydrique, certains se retrouvant avec une ressource excédentaire pendant que leurs voisins font face à des déficits chroniques. La gestion à l'échelle départementale d'Eau du Morbihan permet d'éviter la mise en œuvre par des territoires déficitaires de programmes d'investissement non optimisés. En transférant cette compétence au Syndicat, ses membres ont donc fait le choix de mutualiser ses infrastructures et de partager sa ressource en limitant et en harmonisant les prélèvements à l'échelle départementale, et en faisant jouer l'offre et la demande d'eau potable à une échelle supra-locale.

## ► DES TECHNICITES DIFFERENTES

La gestion d'infrastructures de production-adduction d'une part, et de distribution d'autre part fait appel à des technicités différentes :

- La production-adduction d'eau potable mobilise principalement le pompage, le traitement et le transport de l'eau devenue potable dans des canalisations de diamètre significatif, idéalement dépourvues de branchements particuliers.
- La distribution s'attache essentiellement à la livraison d'eau potable aux abonnés du territoire, avec un patrimoine majoritairement constitué de canalisations de diamètres faibles à moyens et supportant de nombreux branchements.

Les compétences mobilisées, ainsi que les risques inhérents à l'exploitation des infrastructures sont donc significativement différents.

## ► RISQUE ECONOMIQUE D'EXPLOITATION

Sans anticiper la réflexion sur les modes de gestion qui sera présentée dans les paragraphes suivants, il apparaît clairement que les risques économiques pesant sur les services de production et de distribution ne sont pas de même nature.

- Le service de production d'eau potable comprend le prélèvement de la ressource en eau, le traitement des eaux, et leur transport et stockage jusqu'aux points de livraison au réseau de distribution. A ce titre, **le risque économique pour le producteur reste circonscrit** :
  - Au risque technique lié au rendement des unités de production,
  - Au risque technique lié au rendement du réseau de transport-adduction, qui est généralement assez bon dans la mesure où les prises d'eau directement sur les canalisations d'adduction sont un régime d'exception.

Si le choix de l'assiette de rémunération du producteur relève de la Collectivité, il est techniquement plus pertinent qu'elle soit fonction des prestations qu'il a réalisées, et donc assise préférentiellement sur les **volumes produits / livrés** au distributeur.

- Dans le cas du service de distribution, le service comprend non seulement l'exploitation du réseau de distribution mais également la gestion de la clientèle et de la facturation, **le risque économique pour l'exploitant est plus conséquent**, car lié :
  - Au risque technique lié au rendement du réseau de distribution d'une part,
  - Au risque financier lié à la gestion de clientèle d'autre part : facturation, relance, gestion des impayés, gestion des réclamations, etc.

L'assiette de facturation est donc l'assiette des **volumes distribués**, faisant peser le risque de rendement de distribution sur l'exploitant. Selon le mode de gestion choisi, le risque d'impayé pèsera ou non sur l'exploitant.

La caractérisation des différents types de contrats d'exploitation des services d'eau reposant désormais essentiellement sur l'**appréciation du risque d'exploitation externalisé**, les réflexions tendent à démontrer qu'il semble plus pertinent de s'orienter vers un allotissement fonctionnel du service.

#### ► INSTRUCTION COMPTABLE ET ALLOTISSEMENT

L'instruction comptable M4 – Titre 1 impose qu'il y ait un budget distinct par mode de gestion et/ou par régime fiscal rencontré (hors concession de travaux).

Dans le cas particulier d'Eau du Morbihan, les territoires de compétence étant distincts entre production et distribution, la logique de péréquation à l'échelle d'Eau du Morbihan induit en ce sens nécessairement :

- L'existence d'un budget unique<sup>5</sup> pour le service de production sur tout le territoire,
- L'existence d'un budget unique<sup>6</sup> distinct pour la distribution sur une partie du territoire seulement.

**Pour faire coïncider cet état de fait avec les règles de l'instruction comptable évoquées plus haut, il semble pertinent pour le Syndicat de s'orienter vers un allotissement fonctionnel et une réflexion sur les modes de gestion différenciée entre ces deux missions.**

#### ► SYNTHÈSE INTERMÉDIAIRE

Pour toutes les raisons évoquées dans le présent paragraphe, la solution d'un allotissement fonctionnel entre production et distribution semble optimale dans le cas particulier d'Eau du Morbihan. Néanmoins, l'interface entre les deux exploitants devra être cadrée techniquement et juridiquement, pour :

- Que la limite entre les deux compétences soit clairement définie,
- Que les conditions d'exploitation au quotidien soient facilitées,
- Que l'échange de données se fasse sans heurts et en temps réel,
- Qu'il n'y ait pas de dilution des responsabilités, notamment en cas de crise ou de pollution,

Cela pourra faire l'objet d'un protocole tripartite – si le Syndicat est compétent en production et distribution, ou quadripartite – s'il n'est compétent qu'en production, annexée au contrat d'exploitation en cas de recours à un opérateur privé.

## 1.3. Allotissement géographique

### 1.3.1. Les principes du redécoupage territorial

#### ► RENFORCEMENT DE LA CONCURRENCE ET RECHERCHE D'ÉMULATION

L'allotissement géographique des services de production et/ou de distribution de l'eau pourrait a priori **inciter d'autres sociétés de taille moyenne**, dont la capacité technique et financière est moins importante que celle des grands groupes de l'eau, ou à des groupements constitués de sociétés de taille moyenne, **à répondre à des appels à la concurrence portant sur des territoires moins étendus** que celui du territoire de compétence du Syndicat, et donc serait susceptible de promouvoir l'émergence d'offres de rapport qualité/prix intéressant.

<sup>5</sup> En accord avec les services de la DDFIP locale.

<sup>6</sup> Également en accord avec les services de la DDFIP locale.

La mise en place de lots pourrait également permettre la comparaison entre les différents secteurs pour créer une émulation entre les différents secteurs et inciter à des gains de productivité. De fait, si une collectivité compétente peut décider librement du découpage territorial qu'elle souhaite mettre en œuvre, une **diversité des modes de gestion** – que ce soit dans leur typologie (régie, marché, concession, etc.) ou leur attributaire – ne pourra qu'inciter chaque opérateur à une qualité de service optimale en comparaison de ses voisins. Au-delà de l'impact sur les tarifs à proprement parler, c'est donc bien de la qualité des pratiques d'exploitation au quotidien qu'il s'agit.

#### ► EVOLUTION DE L'INTERCOMMUNALITE ET LEGISLATIVE

La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe) prévoit le transfert obligatoire de la compétence en eau (distribution, transport et production) aux EPCI à fiscalité propre. La loi n° 2018-702 du 3 août 2018 relative à la mise en œuvre du transfert des compétences eau et assainissement aux communautés de communes modifie les échéances du transfert pour les communautés de communes en introduisant la possibilité de report au 1<sup>er</sup> janvier 2026 par l'expression d'une minorité de blocage. Le transfert obligatoire de la compétence eau au 1<sup>er</sup> janvier 2020 est maintenu pour les communautés d'agglomération.

La loi prévoit en outre les modalités suivantes :

- Pour les EPCI à fiscalité propre la possibilité de prendre les compétences Eau et Assainissement de manière anticipée ;
- Le transfert de compétence ne porte pas atteinte au libre choix des modes de gestion ;
- Le principe de continuité des contrats prévaut : la loi NOTRe ne remet pas en cause la validité des contrats en cours ;
- La compétence « Eau » n'est plus fractionnable : elle devra être prise dans sa globalité par les EPCI à fiscalité propre (production, transport, stockage, distribution) ; cela n'empêche pas toutefois les EPCI à fiscalité propre de transférer cette compétence partiellement dans un second temps ;
- La loi n° 2018-702 modifie les règles du mécanisme de représentation-substitution. Pour les communautés de communes, le principe de la représentation-substitution « intégrale » est rétabli (suppression de la condition du seuil de 3 EPCI à fiscalité propre et plus de possibilité de retrait dans l'année suivant la prise de compétence). Pour les communautés d'agglomération, le principe de la représentation-substitution « intégrale » est également rétabli, avec en revanche, la possibilité de se retirer sur décision du Préfet après avis de la CDCI dans l'année suivant la prise de compétence.

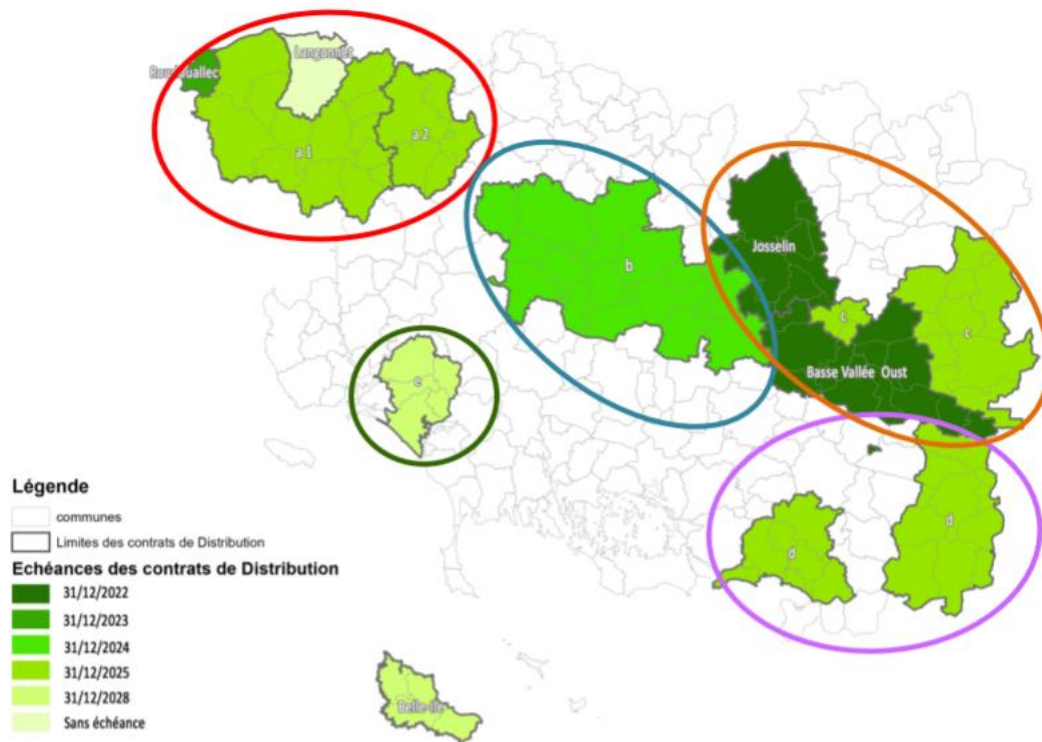
La redéfinition des périmètres géographique **privilégie** donc **la maille territoriale des EPCI à fiscalité propre** - une maille plus petite serait vouée à l'abandon dès la prise de compétence Eau par les EPCI à fiscalité propre. Malgré les modifications introduites par la loi n° 2018-702, la maille EPCI n'est pas remise en cause.

### 1.3.2. Redécoupage du service de distribution

#### ► RAPPEL DES ECHEANCES CONTRACTUELLES ACTUELLES

La carte ci-dessous représente les échéances des contrats – à date - pour lesquels Eau du Morbihan exerce la maîtrise d'ouvrage « Distribution ».

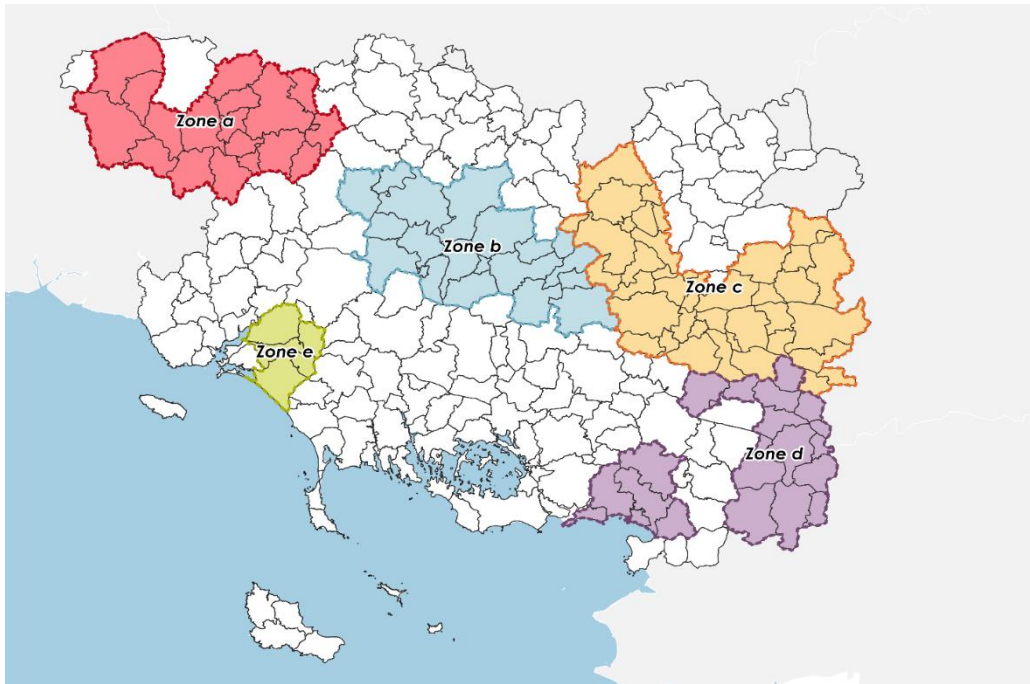




Echéance fin 2022	Echéance fin 2023	Echéance 2024	Echéance 2025	Echéance 2028
<b>Basse-Vallée-Oust</b> (contrat regroupant la production et la distribution) <b>Josselin</b> (contrat regroupant la production et la distribution)	Roudouallec (régie avec assistance technique)	Contrat « b »	Contrat « a1 » Contrat « a2 » Contrat « c » Contrat « d »	Belle-Ile-en-Mer (contrat regroupant la production et la distribution) Contrat « e »

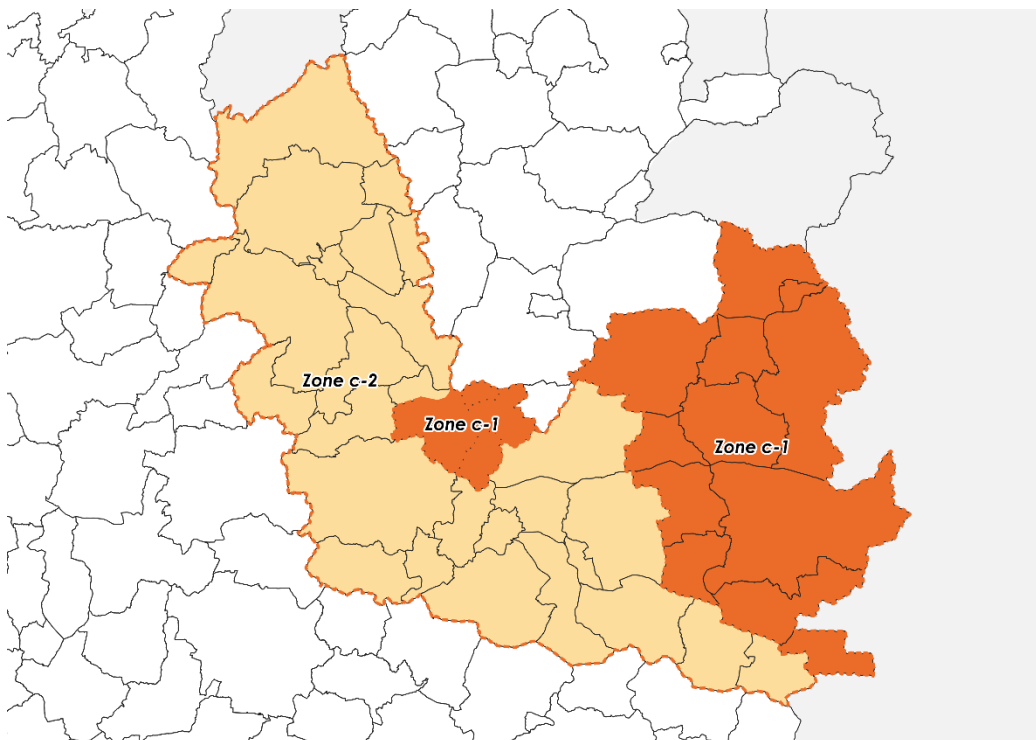
► PROPOSITION DE REORGANISATION TERRITORIALE A LONG TERME

La carte ci-dessous présente la mise en application des principes évoqués plus hauts, et définit 5 zones cohérentes pour l'organisation de la compétence distribution à l'échelle du syndicat.



*Proposition de réorganisation territoriale à long terme – Distribution – Hors Périmètres insulaires*

► **RENOUVELLEMENT DES CONTRATS DE COURT TERME - SUR LE TERRITOIRE DIT c2**



*Zone c2*

Il s'agit de la zone c2 en orange clair comme le montre la carte ci-dessus.

Cela concerne les zones desservies par l'ancien contrat de Josselin et de la Basse Vallée de l'Oust (BVO)

Plusieurs modes de gestion sont envisageables et sont présentés plus loin.

En cas d'externalisation, la zone desservie par les contrats actuel, dont les échéances sont fin 2022, ferait l'objet d'une nouvelle procédure de mise en concurrence unifiée.

Le contrat d'exploitation sur la zone c1 se termine fin 2025 et n'est donc pas concerné à ce stade. Le redécoupage présenté supra sera progressivement mis en place pour tenir compte des échéances des contrats d'exploitation en vigueur.

Périmètre	Nb. Communes	Abonnés	Volume consommé (m3/an)
Zone c2	26	16 566	1 745 982

*Données issues des RAD 2020 et du RPQS 2020*

## 2. QUEL MODE DE GESTION CHOISIR POUR LE SERVICE ?

### 2.1. Le choix du meilleur mode de gestion

La gestion d'un service public à caractère industriel et commercial tel que celui de la distribution d'eau potable peut prendre deux voies : la gestion publique (la « régie » sans externalisation ou le marché public, qui est juridiquement parlant une modalité d'organisation d'une gestion publique du service) ou la gestion privée. Le choix entre ces deux voies résulte de considérations d'ordres juridique, technique, financier, politique et même historique.

	Gestion privée	Gestion publique
Définition	La collectivité choisit le type de contrat qui correspond le mieux à son besoin (principalement concession de service ou concession, selon qu'elle souhaite ou non externaliser des investissements) et met en concurrence les entreprises susceptibles de l'exécuter.	La collectivité crée une régie, sur laquelle elle conserve un contrôle plus ou moins important selon le type de régie choisi.  Dans tous les cas, tout ou partie des missions de la régie peut être confiée à une (des) entreprise(s) privée(s) dans le cadre de marchés de prestations : il peut s'agir de tâches faisant appel à du matériel et à une expertise spécifique, du renouvellement électromécanique etc.
Responsabilités	Lorsqu'une collectivité externalise la gestion de son service, elle fait supporter par l'entreprise privée l'essentiel des risques et des contraintes organisationnelles : <ul style="list-style-type: none"> <li>• L'entreprise assume les risques d'exploitation, y compris en cas de crise,</li> <li>• Elle assume le risque financier puisque ses recettes sont fixées par contrat,</li> <li>• Elle met en place, organise et garantit le bon fonctionnement du service.</li> </ul>	Lorsqu'une collectivité gère directement un service public, elle est totalement responsable du service, et en particulier : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Elle assure les investissements de premier établissement ;</li> <li>• Elle est responsable de l'organisation et du fonctionnement du service ;</li> <li>• Elle assure l'astreinte technique ;</li> <li>• Elle est responsable des atteintes du service à l'environnement ;</li> <li>• Elle est directement responsable du niveau des tarifs qui sont fixés chaque année par délibération de l'assemblée.</li> </ul>

Une présentation détaillée des modes de gestion suivants est annexée au présent rapport :

- Concession de service public, anciennement appelée délégation de service public ou affermage ;
- Concession de service à paiement public ;
- Marché public ;
- Gestion en régie sans externalisation.

## 2.2. Organiser la comparaison des modes de gestion

### 2.2.1. Un critère « coût du service » non différenciant

Une reconstitution des coûts du service a été réalisée sur la base :

- Des caractéristiques spécifiques et techniques des infrastructures
- Des fréquences et pratiques nécessaires à l'exploitation
- D'une estimation des besoins en ressources humaines qui en découle.

Cette reconstitution a mis en évidence que le coût du service, et donc le prix répercuté sur la facture des abonnés, est similaire quel que soit le mode de gestion.

Toutefois, en cas de gestion en régie sans externalisation, l'impossibilité de mutualisation du personnel à une échelle supra locale, combinée à un périmètre d'activité trop restreint pour optimiser certaines créations de postes (pour les besoins < 1 ETP notamment), induira un besoin de recrutement plus conséquent, donc des surcoûts de personnel. De plus, la bonne organisation d'une telle régie exigerait la mutualisation des services supports du Syndicat (gestion RH, service achats, service marchés, etc.), soit un surcoût supplémentaire et un impact fort sur l'organisation actuelle du Syndicat.

### 2.2.2. Une difficile reprise en régie du service sans externalisation

Une reprise en régie du service de distribution sur le territoire des communes de Ploërmel Communauté pour partie et de l'Oust à Brocéliande pour partie, impliquerait :

- des nouvelles contraintes financières, techniques et organisationnelles,
- une réorganisation interne conséquente du Syndicat,
- d'assumer des coûts de transition non négligeables (reprise du personnel, achat de matériel, prise en charge financière de l'intégralité des travaux et des nouveaux investissements).

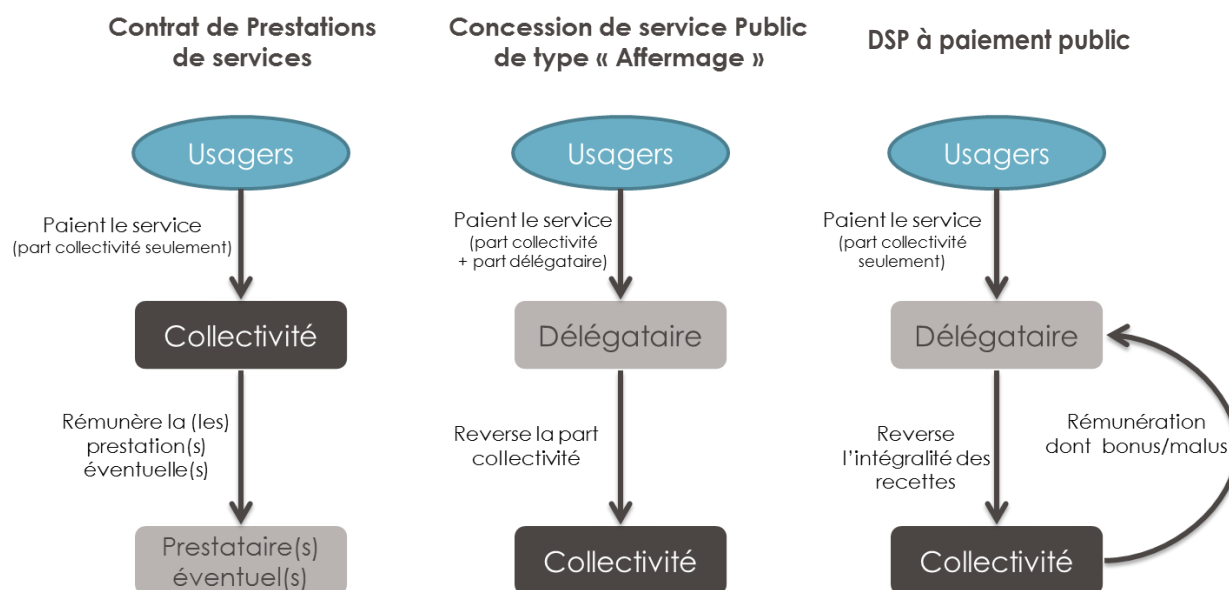
Le Syndicat Eau du Morbihan ne dispose pas du savoir-faire et des moyens matériels et humains qui lui permettraient de gérer intégralement le service public. Le Syndicat ne souhaite pas non plus supporter entièrement la responsabilité juridique, technique et financière de cette gestion.

Dès lors, il apparaît que la solution la plus appropriée à la gestion du service de distribution d'eau potable sur le territoire des communes Ploërmel Communauté pour partie et de l'Oust à Brocéliande pour partie réside dans le maintien d'une gestion privée.

### 2.2.3. Les modalités d'organisation de la gestion privée

Pour l'organisation de la gestion privée de son service, Eau du Morbihan peut opter soit pour la conclusion d'un marché public, soit pour la conclusion d'une concession de service de service public, qu'elle soit « classique » ou « à paiement public » (chemin des recettes particulier illustré ci-dessous).

Malgré de nombreux points communs (voir annexe), cette dernière présente certains avantages au regard de la situation du service en question.



Les différents flux financiers selon le schéma contractuel envisagé

### 2.2.3.1. Les points communs entre la délégation de service public et le marché public

Sur le plan technique et au niveau de l'exploitation au quotidien, aucun de ces deux modes de gestion ne se distingue fondamentalement. Dès lors, quelle que soit la solution retenue par Eau du Morbihan, les prestations techniques, les engagements en matière de performance, de respect des objectifs fixés par la collectivité, de conseil et de veille technique, etc. ne seront pas foncièrement différents. Dans tous les cas, la Collectivité aura les moyens d'obtenir de son cocontractant la qualité de service attendue.

### 2.2.3.2. Les différences entre la délégation de service public et le marché public

Sur le service de distribution pour le territoire des communes Ploërmel Communauté pour partie et de l'Oust à Brocéliande pour partie, quelques différences militent en faveur de la gestion du service via une concession de service public à paiement public :

- Sur le plan procédural, le choix entre délégation de service public et marché public comporte une différence majeure. La procédure de délégation de service public permet des négociations avec les candidats, ce qui favorise généralement une meilleure satisfaction des besoins des collectivités. En particulier, la mise en œuvre de solutions techniques innovantes pour lesquels différents opérateurs proposent des solutions « maison » nécessite la possibilité de dialogue avec les concurrents, pour assurer la comparabilité des offres.
- La logique de la délégation de service public sous-entend une plus grande autonomie de l'entreprise dans la gestion et l'organisation du service que dans un marché public. Celle-ci permet, d'une part, à la Collectivité d'être déchargée de la gestion quotidienne du service et ainsi de pouvoir se concentrer sur ses missions de contrôle des prestations et, d'autre part, de bénéficier du savoir-faire de l'entreprise privée, souvent reconnue au niveau national. Ainsi une délégation de service public est un contrat avec **obligation de résultats** alors qu'un marché public se limite à un contrat avec **obligation de moyens**. La récente réforme de la commande publique a réaffirmé la corrélation entre risque d'exploitation et contrats de délégation de service public. Cela signifie que dans le cadre de ce contrat, l'exploitant est réellement exposé tant aux aléas du marché qu'aux nécessités d'exploiter efficacement le service. La délégation de service public est davantage incitative à exploiter un service de façon performante.

- **En délégation de service public à paiement public, c'est la collectivité qui fixe le niveau de tarif**, y compris pour le tarif relatif à l'exploitation et au bordereau des prix unitaires, alors qu'en affermage, elle ne fixe que la part Collectivité. Le syndicat peut ainsi assurer une unicité tarifaire sur son territoire, tout en concluant un contrat spécifique à chaque secteur. Le tarif affiché sur la facture de l'abonné ne comprend pas de part Déléataire. Le Déléataire encaisse l'intégralité des recettes au nom et pour le compte de la Collectivité à qui il reverse toutes les sommes encaissées. Il ne sera rémunéré qu'à posteriori en fonction des volumes assujettis, du nombre d'abonnés et des travaux effectués sur bordereau ce qui permet de respecter la nécessité d'un risque lié à l'exploitation du service.

**Au regard de l'ensemble des éléments évoqués dans ce chapitre, il apparaît que le mode de gestion le plus avantageux est la délégation de Service Public à paiement public.**

## 3. CARACTERISTIQUES PRINCIPALES DU CONTRAT ENVISAGE

### 3.1. Objet du contrat envisagé

L'objet du contrat envisagé consiste à confier la gestion du service public de distribution de l'eau potable sur le territoire des communes de la zone c2.

### 3.2. Allotissement et périmètre contractuel

Le périmètre du contrat faisant l'objet du présent rapport résulte d'un double allotissement initial :

- un allotissement fonctionnel : le contrat envisagé porte sur la distribution d'eau potable ;
- un allotissement géographique : le contrat envisagé porte sur territoire des communes de la zone c2

Les prestations du contrat de distribution n'appellent pas un allotissement technique en tant qu'elles présentent une unité technique.

### 3.3. Spécifications techniques et fonctionnelles du besoin

Le contrat de Concession de Service Public à paiement public envisagé concerne le service de distribution d'eau potable du territoire des communes de la zone c2.

Les caractéristiques des prestations que devra assurer l'exploitant sur le périmètre délégué seront principalement les suivantes :

- Le droit exclusif pour le délégataire d'assurer le service public de distribution d'eau potable à l'intérieur du périmètre ;
- Le fonctionnement, la surveillance, l'entretien et la maintenance des installations et ouvrages du service ;
- Le renouvellement des matériels tournants, des accessoires hydrauliques et des équipements électromécaniques des réseaux ;
- L'amélioration de la connaissance patrimoniale, notamment au travers de la structuration d'un système d'informations géographique et la mise en place d'une base de données des opérations de maintenance ;
- La tenue à jour des plans et de l'inventaire technique des immobilisations ;
- La gestion de clientèle : accueil des abonnés, relation avec les abonnés, facturation du service aux abonnés du service et recouvrement ;
- La transmission de la donnée relative au service à la Collectivité afin de faciliter l'accomplissement du contrôle par cette dernière ;
- L'obligation de fournir à la Collectivité les renseignements et conseils relatifs aux ouvrages et au fonctionnement du service ;
- L'échange permanent avec l'opérateur assurant la gestion d'un Service public de production au niveau de l'interface production/distribution, voire avec d'éventuels opérateurs assurant la gestion d'un Service public de distribution limitrophe.



Eau du Morbihan gardera de son côté la charge :

- De la maîtrise d'ouvrage de tous les travaux de renouvellement, renforcement, extension et déplacement de réseaux, comportant l'établissement de nouveaux ouvrages et entraînant un accroissement du patrimoine du service ;
- Du renouvellement du génie civil ;
- Du contrôle du délégataire.

Le contrat définira précisément les objectifs assignés au délégataire et les critères de performance correspondants, les informations que le délégataire tiendra à la disposition de la Collectivité notamment au travers des systèmes d'information, les modalités de leur transmission et les moyens de contrôle effectifs dont elle pourra faire usage pour vérifier la bonne exécution du contrat et la qualité du service. Des pénalités viendront sanctionner le non-respect des obligations réglementaires ou contractuelles.

### 3.4. Répartition des responsabilités

Le Syndicat, en tant qu'autorité organisatrice, conservera la maîtrise de l'organisation du service et, sous son contrôle, délèguera à un exploitant la mission de le gérer.

L'autorité organisatrice aura pour principales responsabilités :

- de définir, modifier et adapter le périmètre de la délégation, la nature et la consistance des services à exploiter, dans les conditions prévues par le contrat,
- de mettre à disposition les installations nécessaires à l'exploitation du service,
- d'homologuer et modifier les tarifs perçus auprès des usagers,
- de contrôler l'exploitation des services par le délégataire tant au plan quantitatif (nature et consistance des services contractuellement actés) qu'au plan qualitatif (définition d'une politique et des objectifs qualitatifs à respecter par le délégataire).

Le délégataire assurera, à ses risques et périls, l'exploitation, l'entretien-maintenance et la gestion de clientèle (dont facturation) dans les conditions qui seront précisées dans le futur contrat. Au titre de l'exploitation, il respectera les principes de continuité du service public, d'égalité des usagers devant le service public et d'adaptabilité du service dans le respect des exigences de sécurité et sous couvert de polices d'assurances adaptées à la nature de ses missions.

Le délégataire assume en outre le risque technique lié au fonctionnement des équipements, aux études techniques à mener dans le cadre du contrat et à la satisfaction des abonnés.

### 3.5. Choix du contrat public

Au regard de la volonté exprimée par la Collectivité de confier l'exploitation d'un service public à un tiers, des spécificités techniques et fonctionnelles du besoin, de la répartition des responsabilités entre la Collectivité et l'opérateur économique sélectionné à l'issue de la phase de mise en concurrence, la Collectivité opte pour une procédure de type concessive.

Par ce contrat, la Collectivité confie « l'exécution de travaux ou la gestion d'un service à un ou plusieurs opérateurs économiques, à qui est transféré un risque lié à l'exploitation de l'ouvrage ou du service, en contrepartie soit du droit d'exploiter l'ouvrage ou le service qui fait l'objet du contrat, soit de ce droit assorti d'un prix » conformément aux dispositions de l'article L112-1 du Code de la Commande Publique.

### 3.6. Modalités de la concession

L'activité de distribution potable est un service public (article L2224-7 CGCT). Ainsi, le montage concessif sera une concession de service public.

Cependant, la Collectivité opte pour une concession de service public à paiement public avec les modalités suivantes :

- Le délégataire perçoit auprès des abonnés l'ensemble des recettes au nom et pour le compte de la Collectivité.
- Le délégataire est rémunéré dans un second temps par cette dernière, selon les modalités prévues au contrat (assiette de consommation, indexation des tarifs) et permettant de traduire l'existence d'un risque d'exploitation. Ses recettes seront donc liées à l'évolution du service : si les volumes diminuent, si des imprévus surviennent ou si l'exploitation se révèle plus onéreuse que prévu, le délégataire devra supporter seul le manque à gagner.
- Le délégataire est financièrement intéressé au bon recouvrement des impayés, supportant ainsi une part du risque d'impayés sur le service.

### 3.7. Durée du contrat

Le contrat envisagé prendra effet le 1<sup>er</sup> janvier 2023 pour une durée de 3 ans (ce qui porte son échéance à la fin de l'année 2025). Cette durée est inférieure à 5 ans et la durée ne doit donc pas faire l'objet d'une justification en application de l'article R3114-2 du Code de la Commande Publique. Toutefois cette durée de 3 ans se justifie au regard de :

- La réflexion menée pour l'harmonisation des nouveaux périmètres contractuels à l'échelle du territoire et notamment avec l'échéance du contrat de la zone c1 fixée au 31 décembre 2025

### 3.8. Estimation de la valeur du contrat

Pour estimer la valeur du contrat envisagé, Eau du Morbihan s'est appuyé sur les reconstitutions des coûts d'exploitation des services de distribution réalisées lors de sa réflexion sur les futurs périmètres contractuels et sur une appréciation à dire d'expert de l'impact économique de certaines dispositions contractuelles prévues dans le futur contrat.

La méthode de reconstitution des coûts employée par le cabinet Espelia consiste à chiffrer, sur la base de coûts unitaires moyens constatés en France, l'ensemble des moyens nécessaires à l'exploitation globale du service compte tenu de :

- ses caractéristiques intrinsèques (linéaire de réseau, réservoirs etc.),
- des taux de pratiques cibles (fréquence de visites etc.),
- de données économiques et coûts unitaires de référence.

Il a été estimé que les charges du futur contrat seraient de l'ordre de 1 115 k€ (hors achats d'eau) pour une année d'exploitation (simulation sur la base des données du RPQS 2020 et des RAD 2020, estimation à +/- 5%). Ainsi, dans l'hypothèse d'une durée contractuelle de 3 ans, la valeur totale du futur contrat est estimée à 3 345 k€ HT.

### 3.9. Procédure applicable

En vertu des articles L1212-3 et R3126-1 du Code de de la Commande Publique, considérant un service d'eau potable, la procédure de passation applicable est la procédure simplifiée.

### 3.10. Choix des critères d'attribution

Les offres seront appréciées au regard des quatre critères suivants :

- de la qualité du service proposé, notamment au niveau technique et au travers des éventuels engagements de service,
- de la performance économique du service,
- des engagements et moyens alloués à la gestion patrimoniale,
- des engagements et des moyens alloués à l'exploitation du service.

# Annexe 1. PRESENTATION COMPAREE DES CARACTERISTIQUES DES MODES DE GESTION

Dans le cas du recours à une entreprise privée pour exploiter le service de distribution d'eau potable relatif à ce territoire, deux types de contrats sont envisageables :

- Le marché public de service ;
- La délégation de service public.

L'exploitation du service peut également être gérée par le Syndicat en régie sans externalisation.

Cette annexe s'attache à présenter ces modes de gestion de façon détaillée.

## Marché public de services

### PRESENTATION

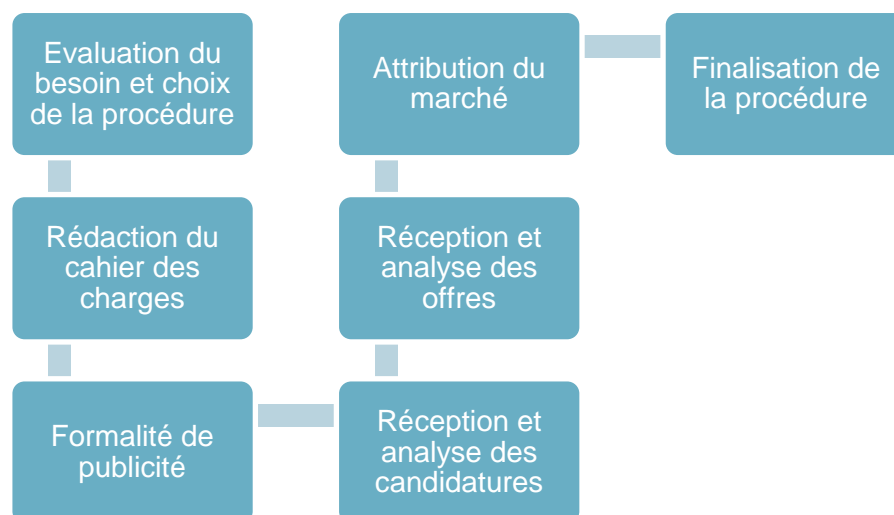
Le marché public de services	
<b>Définition</b>	Les marchés publics de services ont pour objet la réalisation de prestations de services. Il s'agit d'un contrat conclu à titre onéreux par la collectivité territoriale avec un ou plusieurs opérateurs économiques afin de répondre à ses besoins en matière de services. Le marché peut porter à la fois sur la réalisation de fournitures et de services ou de services et de travaux.
<b>Fondement juridique</b>	Code de la Commande Publique
<b>Caractéristiques essentielles</b>	La collectivité conserve la maîtrise d'une grande partie du service (définition préalable des moyens). <b>La collectivité supporte le risque financier lié au service.</b> L'exploitant est rémunéré directement par la Collectivité. Obligation d'allotissement. Possibilité de sourcage. Mise en concurrence nécessaire.

### MODALITES DE MISE EN ŒUVRE

Les marchés publics de services sont les marchés conclus avec des prestataires de services qui ont pour objet la réalisation de prestations de services. Ils sont soumis à des obligations de publicité et de mise en concurrence. Depuis le 1<sup>er</sup> avril 2019, ils sont régis par le Code de la Commande Publique.

Le marché peut avoir à la fois pour objet la réalisation de fournitures et de services ou de services et de travaux.

La procédure formalisée de passation est la suivante :



### INTERET DU RECOURS ET MISE EN SITUATION

Lorsque la collectivité ne souhaite pas transférer un risque au cocontractant ou que les modalités des prestations projetées n'impliquent pas l'existence d'un risque commercial, le marché public est la forme de contractualisation la plus adaptée. En effet, le risque commercial étant limité, le marché est la forme juridique qui comprend le moins de risques de requalification.

Le marché public permet de faire intervenir des opérateurs privés ayant les compétences et le matériel nécessaire à l'exploitation du service.

Le recours au marché public permet de susciter une réelle concurrence entre les entreprises et favorise l'accès des entreprises de petite taille (PME) du fait de l'obligation d'allotissement. Ce montage permet donc de favoriser la concurrence afin d'obtenir des services de qualité à moindre coût.

## La concession de service (ou affermage)

### PRESENTATION

L'affermage					
<b>Définition</b>	L'affermage est un mode de gestion déléguée d'un service public industriel et commercial. L'exploitation du service est confiée à une personne privée appelée Déléataire qui supporte le risque d'exploitation et qui fournit les compétences et le matériel indispensables à l'exploitation du service.				
<b>Fondement juridique</b>	Code de la Commande Publique L.1411-1 et suivants du CGCT				
<b>Périmètre des prestations</b>	Conception	Réalisation	Financement	Exploitation	Entretien/ Maintenance
	×	×	×	✓	✓
<b>Caractéristiques essentielles</b>	<p>Contrat qui porte sur un service public.</p> <p>Sous-catégorie du contrat de délégation de service public ou concession de service public.</p> <p>Le délégataire fournit les compétences et le matériel indispensable.</p> <p><b>Le risque technique et le risque commercial sont supportés par le Déléataire.</b></p> <p>Nécessité d'un contrôle fort par la Collectivité</p> <p>Les investissements nécessaires au fonctionnement du service sont réalisés par la collectivité délégante</p> <p>Nécessité de mise en concurrence avec <b>négociations possibles.</b></p> <p>Risque de requalification en marché public pour la gestion de services peu risqué.</p>				

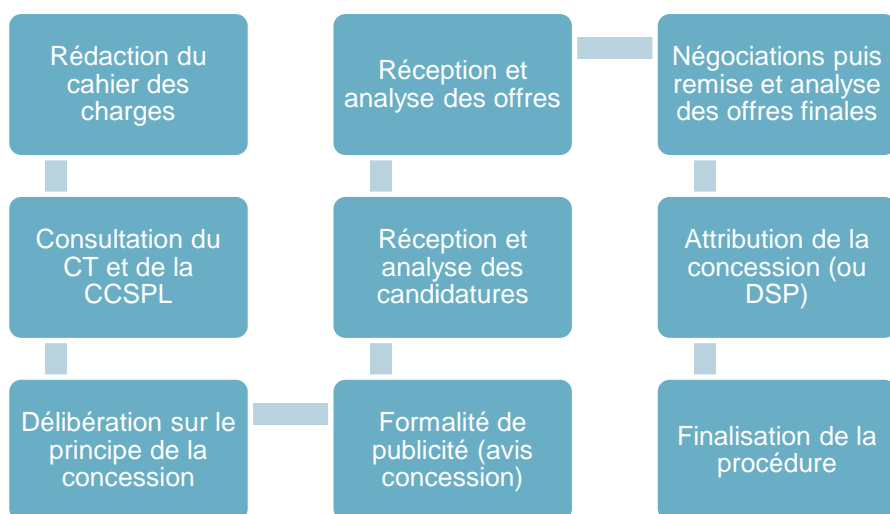
### MODALITES DE MISE EN ŒUVRE

L'affermage est un mode de gestion déléguée qui permet la gestion d'un service public industriel et commercial. Les équipements nécessaires à l'exploitation du service sont remis au Déléataire par la collectivité qui en a assuré le financement. Le Déléataire doit simplement assurer l'exploitation du service. Il doit garantir la maintenance des ouvrages et éventuellement leur modernisation ou leur extension.

Le Déléataire se rémunère directement auprès des usagers du service et il exploite le service à ses risques et périls. En contrepartie de la mise à disposition des biens, le Déléataire est en principe tenu de verser une redevance à la collectivité délégante.

Concernant le choix du Déléataire, celui-ci se fait dans le respect des règles de délégation de service public : appel à candidatures, examen contradictoire des offres par une commission spécialisée et composée des élus concernés, choix du délégataire approuvé par l'assemblée délibérante. Le contrat doit être limité dans sa durée. Le Déléataire ne supportant pas l'amortissement des investissements, la durée du contrat doit être calculée en fonction des contraintes liées à l'exploitation du service.

La procédure de passation est la suivante :



## INTERET DU RECOURS ET MISE EN SITUATION

L'avantage de l'affermage est qu'il permet à l'autorité concédante de déléguer la gestion d'un service public à un délégataire privé. En affermage, le risque de gestion repose sur le Délégataire. Financièrement, ce mode de gestion est intéressant pour la collectivité car le Délégataire est rémunéré par les usagers et il reverse à la collectivité une redevance destinée à contribuer à l'amortissement des investissements qu'elle a réalisés.

Le Délégataire gère l'ensemble du service et cela nécessite une forte implication de la collectivité pour le contrôle et le suivi.



## La concession de service public à paiement public (ou DSP à paiement public)

### PRESENTATION

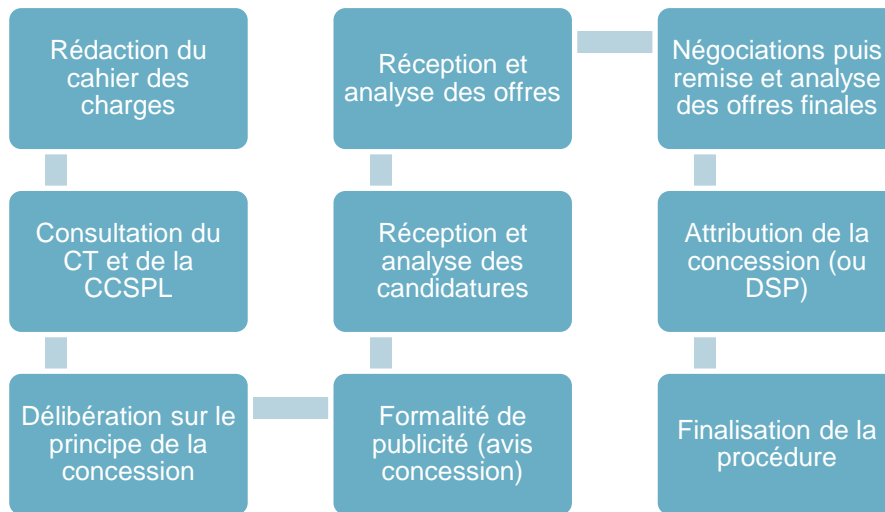
La concession de service public à paiement public					
Définition	La délégation de service public à paiement public est un contrat de délégation de service public confiant l'exploitation du service public à un délégataire supportant le risque d'exploitation. Le délégataire fournit les compétences et le matériel indispensables à la gestion du service. Son fonctionnement est proche de la régie intéressée.				
Fondement juridique	Code la commande publique L.1411-1 et suivants du CGCT				
Périmètre des prestations	Conception	Réalisation	Financement	Exploitation	Entretien/ Maintenance
	✗	✗	✗	✓	✓
Caractéristiques essentielles	<p>Contrat qui porte sur un service public.                      Sous-catégorie du contrat de délégation de service public.                      Le délégataire fournit les compétences et le matériel indispensables.  <b>Le risque technique et le risque commercial sont supportés par le délégataire.</b>                      Gestion de la perception des recettes par le délégataire au nom et pour le compte de la collectivité (chemin de recettes particulier) avec <b>possibilité d'harmonisation tarifaire sur tout le territoire</b>                      Nécessité d'un contrôle fort par la Collectivité                      Les investissements nécessaires au fonctionnement du service sont réalisés par la collectivité délégante                      Nécessité de mise en concurrence (<b>négociations possibles</b>).                      Risque de requalification en marché public pour la gestion de services peu risqué.</p>				

### MODALITES DE MISE EN ŒUVRE

La délégation de service public à paiement public est une forme de concession de service public, puisque la rémunération du délégataire est en partie liée aux résultats d'exploitation. Le contrat de délégation à paiement public confie l'exploitation d'un service public à une personne privée qui assume la gestion du service moyennant une rémunération.

La particularité de ce mode de gestion du service est liée au chemin des recettes, perçues en intégralité par le Délégataire au nom et pour le compte de la Collectivité, qui le rémunère dans un second temps.

La procédure de passation est la suivante :



#### 🔍 INTERET DU RECOURS ET MISE EN SITUATION

Le recours à ce contrat permet de confier une partie du risque d'exploitation à un délégataire privé, alors que la collectivité conserve la gestion des aspects financiers, et a notamment la possibilité d'harmoniser ses tarifs sur l'ensemble de son territoire. De plus, un partenaire privé apporte à la collectivité ses compétences et matériels pour l'exploitation du service.

Ce mode de gestion n'est donc pas adapté pour les services faiblement risqués. En outre, ce mode de gestion implique une très forte implication de la collectivité pour le contrôle et le suivi du service.

## La gestion en régie sans externalisation

### PRESENTATION

Deux types de régie sont envisageables :

- La régie personnalisée

La régie personnalisée					
Définition	La régie est dotée d'une personnalité morale propre et d'une autonomie financière. Son fonctionnement est proche de celui d'un établissement public.				
Fondement juridique	Art. L. 1412-1 du CGCT Art. L. 2221-1 et suivants du CGCT R. 2221-1 du CGCT				
Périmètre des prestations	Conception	Réalisation	Financement	Exploitation	Entretien/Maintenance
	✗	✗	✓	✓	✓
Caractéristiques essentielles	<p>Création pour la gestion d'un service public (administratif ou industriel et commercial) assurée par la personne publique avec ses propres moyens.</p> <p>Régie dotée de personnalité morale, <b>distincte de la Collectivité de rattachement</b></p> <p>Nécessité de trouver les compétences et les matériels indispensables à l'exploitation du service.</p> <p>Contrôle de l'exécution du service par la collectivité important mais entités distinctes.</p> <p>Souplesse en cas d'évolution technique du service (pas de conclusion d'avenant).</p> <p><b>Risque commercial supporté par la collectivité.</b></p> <p>Rigidité de gestion administrative et financière.</p> <p>Pas de mise en concurrence.</p>				

- La régie à simple autonomie financière

La régie autonome					
Définition	La régie autonome est un mode de gestion des services publics dont la création <b>appartient aux organes délibérants de la collectivité</b> . Sans personnalité morale, elle constitue un prolongement direct de la collectivité avec une autonomie de gestion.				
Fondement juridique	Art. L. 1412-1 du CGCT Art. L. 2221-1 et suivants du CGCT R. 2221-1 du CGCT				
Périmètre des prestations	Conception	Réalisation	Financement	Exploitation	Entretien/Maintenance
	✗	✗	✓	✓	✓
Caractéristiques essentielles	<p>Création pour la gestion d'un service public (administratif ou industriel et commercial) assurée par la personne publique avec ses propres moyens. Régie dotée de la seule autonomie financière avec une comptabilité publique et un budget annexe.</p> <p>Possibilité de mutualisation avec la Collectivité de rattachement (services supports notamment)</p> <p>Nécessité de trouver les compétences et les matériels indispensables à l'exploitation du service.</p> <p>Contrôle de l'exécution du service par la collectivité très important.</p> <p>Souplesse en cas d'évolution technique du service (pas de conclusion d'avenant).</p> <p><b>Risque commercial supporté par la collectivité.</b></p> <p>Rigidité de gestion administrative et financière.</p> <p>Pas de mise en concurrence.</p> <p>Possibilité de mutualiser les services support avec la Collectivité</p>				

- La régie directe n'est possible que pour : « Les communes qui avaient des régies municipales avant le 28 décembre 1926 ont la faculté de conserver la forme de la régie simple ou directe en vigueur à moins qu'elles ne préfèrent accepter les dispositions du présent chapitre » (article L. 2221-8 CGCT).

**En comparaison avec les régies dotées de la personnalité morale et de l'autonomie financière, la régie dotée de la seule autonomie financière laisse subsister un large contrôle de la collectivité de rattachement sur le service. Les principales décisions d'organisation mais également de gestion du service restent du ressort de l'organe délibérant de la collectivité de rattachement : programmation des investissements, vote du budget et fixation des tarifs, gestion du personnel, etc.**

**Etant donnée l'organisation actuelle d'Eau du Morbihan, la création d'une régie dotée d'une personnalité morale distincte de celle du Syndicat viendrait largement complexifier le fonctionnement de ce Syndicat à vocation unique et distendre les liens entre Eau du Morbihan en tant qu'autorité organisatrice et sa régie. En cas de souhait d'une gestion en régie, la mise en place d'une régie à simple autonomie financière semblerait donc plus pertinente.**

## ► MODALITES DE MISE EN ŒUVRE

La création des régies dotées de la seule autonomie financière ainsi que leur organisation administrative et financière, est déterminée par délibération de l'assemblée délibérante. Les régies à autonomie financière n'ont pas de personnalité morale propre. Elles sont administrées sous l'autorité de l'exécutif et de l'assemblée délibérante, par un conseil d'exploitation et un directeur, désignés dans les mêmes conditions sur la proposition du président. L'organe de direction, le conseil d'exploitation et le directeur, ont un rôle essentiellement consultatif, le pouvoir de décision restant à la collectivité.

Les produits financiers y compris les taxes et les charges font l'objet d'un budget spécial, annexé au budget de la collectivité qui est voté par l'assemblée délibérante. Le budget comporte deux sections, l'une pour les opérations d'exploitation, l'autre pour les opérations d'investissement. Il est préparé par le directeur, soumis pour avis au conseil d'exploitation et voté par l'assemblée délibérante. Le comptable est celui de la collectivité.

En cas de litige avec un tiers, c'est la responsabilité de la collectivité qui est engagée.

## ► INTERET DU RECOURS ET MISE EN SITUATION

L'avantage de ce mode de gestion est la souplesse en matière de l'évolution éventuelle du service (pas de conclusion d'avenant pour formaliser les évolutions – réactivité forte aux demandes de la collectivité). Le contrôle de la collectivité sur le service est très important : en effet, la présence des élus au sein des organes de direction de l'exploitant permet de maîtriser aussi bien les aspects techniques que les aspects financiers du service.

La création d'un budget annexe permet de bâtir un plan d'action et de faire des choix financiers, d'avoir une lisibilité sur les coûts réels de l'équipement ou de réaffecter les ressources dans l'activité.

Cependant ce mode de gestion suppose un investissement humain, financier et technique très important. Il convient d'acquérir les compétences et le matériel nécessaires à la reprise en régie du service, ce qui peut être lourd pour l'exploitation complète du service.

Il n'y a pas de transfert de risques, la personne publique supporte l'ensemble des risques associés à l'activité.

# Annexe 2. PERIMETRE CONTRACTUEL

Le périmètre du futur contrat est repris ci-dessous à titre informatif. Il sera consolidé dans le cadre de la procédure à venir.

- 8 réservoirs – 1 995 m3 de capacité de stockage :
- 5 stations de surpressions
- 1 138 kml de réseau
- 1 745 982 m3 consommés
- 16 890 branchements
- 16 566 clients